

Questions orales

M. Langdon: Monsieur le Président, j'ai dénombré 42 études qui sont encore secrètes.

[Français]

ON DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT PEUT RENDRE PUBLIQUE SON ÉTUDE SUR LE SECTEUR VÊTEMENT-TEXTILES

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Monsieur le Président, ma question supplémentaire est la suivante: Est-ce que le ministre peut, immédiatement, rendre publique son étude sur le secteur vêtement-textiles pour qu'on puisse savoir si ce rapport confirme l'étude québécoise qui estime à 30,000 la perte d'emplois au Québec?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, premièrement, je suis certain qu'il n'y aura pas une telle perte d'emplois au Québec ou ailleurs. Deuxièmement, je vais considérer la question.

* * *

[Traduction]

LES PÊCHES

L'OCTROI D'UN PERMIS DE PÊCHE AUX PALOURDES

M. Russell MacLellan (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Pêches et des Océans. Comment se fait-il que la Mother Snow's Fine Foods Ltd. ait obtenu un permis pour faire la pêche à titre expérimental alors qu'elle n'a aucun navire comme l'a confirmé M. Bob Nicolay de l'American Original, la compagnie de location des navires nécessaires à ce projet?

L'hon. Thomas Siddon (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, la réponse à cette question est fort simple. Le permis d'entrée qui aura été émis par mes collaborateurs du bureau régional de l'Atlantique permettrait l'entrée des navires nécessaires pour cette pêche. Je crois comprendre que le député n'est pas personnellement en faveur de l'exploitation des importantes réserves de palourdes au large du Cap-Breton, en Nouvelle-Écosse.

M. MacLellan: Ce que je ne veux surtout pas, c'est qu'on monte un bateau aux habitants du Cap-Breton.

LES PERMIS EN BLANC

M. Russell MacLellan (Cape Breton-The Sydneys): N'est-il pas vrai que le 10 janvier, le bureau du ministre a demandé au bureau régional de l'Atlantique d'émettre deux permis en blanc pour la compagnie Mother Snow's afin qu'elle puisse les commercialiser aux États-Unis en inscrivant le nom des navires loués une fois qu'elle les connaîtra?

L'hon. Thomas Siddon (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, j'ai invité moi-même un certain nombre

de participants à demander des permis d'entrée de navires grées pour la pêche à la palourde. Ces permis seront émis lorsque les navires se conformeront aux conditions prescrites, des conditions équitables qui ont été arrêtées pour assurer l'exploitation d'une ressource économique du Cap-Breton.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LES RISQUES D'INONDATION DANS LE SUD-EST DE L'ONTARIO

M. Howard McCurdy (Windsor-Walkerville): Monsieur le Président, en l'absence du ministre de l'Environnement et compte tenu de l'urgence de la situation, j'adresserai ma question au premier ministre. Sait-il que le sud-ouest de l'Ontario est menacé des pires inondations qu'il ait jamais connues, aux dires des experts? Non seulement les propriétés riveraines sont menacées, mais des localités urbaines entières avec toutes les conséquences que l'on imagine pour l'hygiène publique si les égoûts venaient à déborder.

Le gouvernement du premier ministre est-il prêt à faire au moins autant que le gouvernement des États-Unis, en venant en aide aux municipalités menacées, pour prévenir la catastrophe, au lieu d'attendre qu'elle se produise pour réparer les dégâts après?

M. G. M. Gurbin (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, je répondrai volontiers au nom du ministre de l'Environnement. Vendredi dernier, le ministre s'est entretenu avec le ministre ontarien responsable, le ministre des Richesses naturelles. L'entretien a été fructueux et d'autres sont également prévus pour examiner la situation.

ON DEMANDE DE FORMER UNE ÉQUIPE D'INTERVENTION

M. Howard McCurdy (Windsor-Walkerville): Monsieur le Président, le gouvernement admet-il que nous sommes devant un problème à long terme et qu'il conviendrait de prendre des mesures à long terme, par exemple former une équipe d'intervention pour examiner la question du niveau des eaux et les risques d'inondation le long des rives? Le gouvernement serait-il prêt, de concert avec le gouvernement américain, à examiner l'ensemble d'une situation qui risque de durer encore bien longtemps?

M. G. M. Gurbin (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, le gouvernement est très conscient qu'il s'agit d'un problème à long terme qui existe depuis un certain temps et continuera d'exister. C'est ainsi qu'il entend l'envisager. Nous espérons que notre collaboration avec l'Ontario sera fructueuse.